

Accord professionnel
ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT

PROTOCOLE D'ACCORD DU 11 MARS 2015
RELATIF À LA RÉVISION DES ACCORDS COLLECTIFS DU 11 FÉVRIER 2015
SUR LES RÉGIMES DE PRÉVOYANCE DES PERSONNELS CADRES ET NON CADRES
EN ÎLE-DE-FRANCE

NOR : ASET1650082M

Entre :

Le SYNADIC ;

L'UROGEC Ile-de-France ;

Le CNEAP,

D'une part, et

Le SPELC ;

La FEP CFDT ;

Le SNEC CFTC ;

Le SYNEP CFE-CGC ;

La FNEC FP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Fusion des régimes de prévoyance cadres et non cadres

Les régimes de prévoyance cadres et non cadres sont fusionnés.

Un seul accord collectif et un seul contrat d'assurance seront rédigés en conséquence, après concertation avec les assureurs et en vue de l'application de leurs dispositions à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 2

Champ d'application

Le champ d'application des accords collectifs du 11 février 2015 est étendu à compter du 1^{er} janvier 2015 aux établissements d'enseignement privé d'Ile-de-France relevant de l'article L. 813-8 du code rural et adhérant à l'un des organismes employeurs signataires.

Article 3

Bénéficiaires du régime

L'application des garanties prévues aux articles 3.4.1 et 3.7 des accords précités est étendue aux salariés relevant de la mutualité sociale agricole.

Article 4

Garanties

En cas d'incapacité, l'indemnité journalière complémentaire est versée :

- pour les participants ayant moins de 1 an d'ancienneté : après 30 jours continus d'arrêt de travail, soit au 31^e jour ;
- pour les participants ayant au moins 1 an d'ancienneté : à compter de l'expiration de la période de maintien de salaire total et/ou en complément du maintien de salaire partiel, résultant des accords en vigueur chez l'adhérent ou de la législation en vigueur.

L'application des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale relatives à la portabilité des garanties est anticipée au 1^{er} janvier 2015.

Article 5

Cotisation

La cotisation est prise en charge par les établissements et par les salariés dans les proportions suivantes :

A compter du 1^{er} janvier 2015

(En pourcentage.)

GARANTIE	CADRES ET ASSIMILÉS		EMPLOYÉS	
	0,22		0,50	
	Part employeur	Part participant	Part employeur	Part participant
Incapacité		0,04		0,13
Invalidité	0,02	0,04	0,05	0,02
Décès et IAD	0,08	0,04	0,20	0,10

A compter du 1^{er} juillet 2015

(En pourcentage.)

GARANTIE	CADRES ET ASSIMILÉS		EMPLOYÉS	
	0,22		0,425	
	Part employeur	Part participant	Part employeur	Part participant
Incapacité		0,04		0,091
Invalidité	0,02	0,04	0,05	0,014
Décès et IAD	0,08	0,04	0,20	0,07

Afin d'assurer le meilleur rapport coût/prestation, la cotisation pourra être appelée sur la base d'un taux différent de celui prévu ci-dessus.

Ce taux est arrêté chaque année, lors de la présentation des comptes, après concertation avec les organismes assureurs, à un niveau déterminé par l'actuaire conseil de la CPRP.

Le taux d'appel doit être calculé en fonction des résultats techniques du régime, du niveau de la provision pour égalisation et, le cas échéant, de la réserve générale et de la réserve générale complémentaire.

Il doit assurer la pérennité du régime sur le long terme.

En cas de désaccord sur le montant du taux d'appel, les organisations syndicales de salariés membres de la CPRP d'une part et les représentants des employeurs d'autre part peuvent faire appel à un actuaire de leur choix.

Leurs interventions sont prises en charge par le régime.

Ces actuaires, ainsi que l'actuaire conseil de la CPRP, déterminent un montant du taux d'appel de l'exercice.

Le taux d'appel ainsi défini est communiqué aux organismes assureurs par lettre avenant. Charge à ces derniers d'en aviser les employeurs.

Date d'effet : 1^{er} janvier 2015.

Fait à Paris, le 11 mars 2015.

(Suivent les signatures.)